

SOUS LA DIRECTION DE

Éric **Berr** Virginie **Monvoisin** Jean-François **Ponsot**

# L'économie post- keynésienne

Histoire, théories et politiques

---

Préface de James K. **Galbraith**

**Première grande  
synthèse en français**

**Seuil**

# Table

<b>Préface</b>	
<i>James K. Galbraith</i> .....	7
<b>Introduction générale</b>	
<i>Éric Berr, Virginie Monvoisin et Jean-François Ponsot</i> .....	11
Références bibliographiques .....	14
<b>Chapitre 1. John Maynard Keynes. Le père de la macroéconomie moderne</b>	
<i>Marc Bousseynol</i> .....	15
1. Une vie au service de la chose publique .....	16
2. Une analyse de l'incertitude révolutionnaire .....	18
3. Une analyse novatrice de l'économie monétaire de production et de l'inflation .....	23
4. Demande effective, relation épargne-investissement, théorie de l'emploi .....	26
5. Politique économique, état de la confiance et socialisation de l'investissement .....	30
Conclusion .....	32
Références bibliographiques .....	33
<b>Chapitre 2. Michał Kalecki. L'économiste des relations de pouvoir et des conflits sociaux</b>	
<i>Michaël Assous</i> .....	35
1. Un économiste énigmatique .....	36
2. « Les capitalistes gagnent ce qu'ils dépensent... » .....	37
3. Cycles et croissance .....	42
4. Répartition du revenu et lutte de classe .....	43
Conclusion .....	48
Références bibliographiques .....	48

<b>Chapitre 3. Joan Robinson. Une combattante à l'assaut de la citadelle orthodoxe</b>	
<i>Louis-Philippe Rochon</i> . . . . .	51
1. Notes biographiques : qui est Joan Robinson ? . . . . .	52
2. Joan Robinson et son œuvre . . . . .	54
3. Les controverses sur la nature du capital . . . . .	56
4. Les théories de la croissance . . . . .	58
5. La théorie de la monnaie endogène . . . . .	60
Conclusion . . . . .	65
Références bibliographiques . . . . .	65
<b>Chapitre 4. Nicholas Kaldor. Le défenseur d'une économie dynamique ancrée dans l'histoire</b>	
<i>André Lorentz</i> . . . . .	69
1. Le progrès technique et les évolutions d'« un modèle de croissance » . . . . .	70
2. Les principes d'une croissance cumulative . . . . .	73
3. Les politiques macroéconomiques de relance par la demande . . . . .	77
4. La monnaie et le système monétaire international . . . . .	80
Conclusion . . . . .	84
Références bibliographiques . . . . .	85
<b>Chapitre 5. Hyman Minsky. Le théoricien de l'instabilité financière</b>	
<i>Éric Nasica</i> . . . . .	80
1. Une conception <i>endogène et financière</i> de l'instabilité économique . . . . .	89
2. La nécessité de stabiliser une économie instable . . . . .	93
3. Les banques, sources d'innovation et d'instabilité . . . . .	96
4. L'apport aux analyses keynésiennes de la monnaie et des banques . . . . .	99
5. Minsky et les modélisations de l'instabilité financière . . . . .	101
Conclusion . . . . .	101
Références bibliographiques . . . . .	103
<b>Chapitre 6. Les courants et fondements théoriques de l'analyse post-keynésienne</b>	
<i>Marc Lavoie et Jean-François Ponsot</i> . . . . .	105
1. Les cinq courants post-keynésiens . . . . .	106
2. Les fondements de l'analyse post-keynésienne . . . . .	111

3. Le rapport des post-keynésiens aux autres écoles de pensée	117
Conclusion	122
Références bibliographiques	123
<b>Chapitre 7. Le circuit keynésien : <i>unde, ubi et quo</i></b>	
<i>Frédéric Poulon</i>	127
1. D'où vient le circuit keynésien ?	127
2. Où en est le circuit keynésien ?	134
3. Finalité du circuit keynésien	139
Références bibliographiques	143
<b>Chapitre 8. Au fondement de l'économie, l'incertitude</b>	
<i>Michaël Lainé</i>	145
1. Keynes, contempteur des probabilités	148
2. Robinson, Shackle, Minsky : la vision des pères fondateurs du post-keynésianisme	153
3. L'incertitude, configuration de l'univers ou de l'esprit humain ?	158
Conclusion	161
Références bibliographiques	162
<b>Chapitre 9. La monnaie endogène et la question du financement de l'économie</b>	
<i>Virginie Monvoisin et Louis-Philippe Rochon</i>	165
1. Les enjeux d'une théorie de l'offre de monnaie : une définition entre macroéconomie et comportements du système bancaire hiérarchisé	167
2. La monnaie endogène et les relations bancaires repensées	172
3. Les incohérences des politiques monétaires non conventionnelles révélées par la théorie de la monnaie endogène	175
Conclusion	179
Références bibliographiques	180
<b>Chapitre 10. L'inflation comme rapport social</b>	
<i>Sébastien Charles et Jonathan Marie</i>	183
1. Recherches passées et principaux résultats : la séquence post-keynésienne de dynamique des prix	186
2. Extensions du modèle, enjeux de politique monétaire et hyperinflation	192

Conclusion .....	198
Références bibliographiques.....	199
<b>Chapitre 11. Les enjeux de la relation entre croissance et répartition</b>	
<i>Amitava Krishna Dutt et Dany Lang</i> .....	201
1. Le modèle canonique de croissance et répartition .....	202
2. Le modèle de Bhaduri et Marglin.....	208
3. Les principales critiques des modèles PKK .....	209
4. Quelques extensions du modèle .....	213
Conclusion .....	217
Références bibliographiques.....	217
<b>Chapitre 12. Les déterminants du niveau de l'emploi</b>	
<i>Marc Lavoie et Dany Lang</i> .....	221
1. Les analyses du chômage, les termes du débat .....	222
2. Une vision marshallienne ou kaleckienne?.....	224
3. Le modèle kaleckien de détermination de l'emploi .....	225
4. La courbe de demande effective de travail .....	226
5. Les conséquences du modèle kaleckien.....	228
6. L'offre de travail et la possibilité d'équilibres multiples .....	231
Conclusion .....	235
Références bibliographiques.....	236
<b>Chapitre 13. Le coût du capital et la financiarisation de l'économie</b>	
<i>Laurent Cordonnier, Thomas Dallery, Vincent Duwicquet, Jordan Melmiès et Franck Van de Velde</i> .....	239
1. La question du coût du capital dans l'histoire : le capitalisme comme lutte entre la rente et l'activité.....	240
2. Le coût du capital aujourd'hui : la financiarisation comme frein à l'investissement.....	245
Conclusion .....	254
Références bibliographiques.....	254
<b>Chapitre 14. La modélisation post-keynésienne stock-flux cohérente contemporaine</b>	
<i>Edwin Le Héron</i> .....	257
1. Une courte histoire de la modélisation PK-SFC .....	257
2. Les fondements théoriques des modèles PK-SFC .....	259

3. Le modèle canonique PK-SFC de Godley et Lavoie . . . . .	263
4. Les principaux apports à la modélisation PK-SFC contemporaine. . . . .	270
Conclusion . . . . .	275
Références bibliographiques. . . . .	276
<b>Chapitre 15. Modèles macroéconomiques à base d'agents multiples</b>	
<i>Pascal Seppecher</i> . . . . .	279
1. Les origines . . . . .	280
2. La crise de 2007-2008 et les premiers modèles AB-SFC. . . . .	282
3. Une rencontre inattendue . . . . .	285
4. Avertissements et recommandations . . . . .	287
Conclusion . . . . .	292
Références bibliographiques. . . . .	293
<b>Chapitre 16. Prix, théorie de la firme et microéconomie post-keynésienne</b>	
<i>Thomas Dallery et Jordan Melmiès</i> . . . . .	295
1. Objectifs et comportements de prix et de marge de la firme . . . . .	295
2. Perspectives : le rôle fondamental de l'autofinancement . . . . .	303
Conclusion . . . . .	308
Références bibliographiques. . . . .	309
<b>Chapitre 17. Politique budgétaire et dette publique : les enjeux de l'intervention de l'État</b>	
<i>Éric Berr, Orsola Costantini, Matthieu Llorca,</i>	
<i>Virginie Monvoisin et Mario Seccareccia</i> . . . . .	311
1. Le rôle de la politique budgétaire chez Keynes . . . . .	312
2. Les principes de la politique budgétaire post-keynésienne . . . . .	319
3. Les politiques budgétaires depuis la crise de 2007-2008 : entre « moment keynésien » et austérité. . . . .	323
Conclusion : la politique budgétaire, une question politique . . . . .	331
Références bibliographiques. . . . .	331
<b>Chapitre 18. L'employeur en dernier ressort : une idée post-keynésienne pour assurer le plein-emploi permanent</b>	
<i>Quirin Dammerer, Antoine Godin et Dany Lang</i> . . . . .	335
1. Les textes fondateurs d'une politique de l'emploi atypique. . . . .	335

2. L'employeur en dernier ressort, une idée à la hauteur des défis contemporains .....	343
3. Les critiques des programmes d'EDR .....	346
4. Quelques expériences et enseignements de politiques d'EDR .....	349
Conclusion .....	353
Références bibliographiques .....	354

## **Chapitre 19. Trop d'inégalités, quelles solutions ?**

<i>Nicolas Zorn</i> .....	357
1. La perspective post-keynésienne .....	358
2. L'impasse néolibérale .....	358
3. Les recommandations post-keynésiennes .....	363
Conclusion .....	369
Références bibliographiques .....	370

## **Chapitre 20. La politique monétaire post-keynésienne**

<i>Emmanuel Carré et Edwin Le Héron</i> .....	373
1. Les principes théoriques de la politique monétaire post-keynésienne .....	374
2. Le cadre institutionnel de la politique monétaire post-keynésienne .....	377
3. Objectifs et instruments de la politique monétaire post-keynésienne .....	379
4. Discretion et règles monétaires post-keynésiennes .....	382
5. Les politiques monétaires non conventionnelles depuis 2008 .....	386
Conclusion .....	392
Références bibliographiques .....	392

## **Chapitre 21. Réformer l'architecture monétaire et financière internationale**

<i>Claude Gnos, Jean-François Ponsot et Sergio Rossi</i> .....	395
1. L'insoutenabilité du régime monétaire international actuel : la thèse des « quatre I » .....	396
2. Le plan Keynes et les enjeux d'une monnaie internationale .....	401
3. La monnaie internationale et la question de son pouvoir libérateur .....	405
Conclusion .....	410
Références bibliographiques .....	411

<b>Chapitre 22. Du développementisme classique au nouveau développementisme</b>	
<i>Éric Berr et Luiz Carlos Bresser-Pereira</i> .....	413
1. Les racines du développementisme .....	415
2. Le renouveau du développementisme .....	419
Conclusion .....	426
Références bibliographiques.....	426
<b>Chapitre 23. Les post-keynésiens et le développement soutenable</b>	
<i>Éric Berr</i> .....	429
1. Une prise de conscience tardive des enjeux écologiques .....	430
2. Vers un développement soutenable post-keynésien ? .....	435
Conclusion .....	440
Références bibliographiques.....	441
<b>Postface. Les chemins de la liberté</b>	
<i>Alain Parguez</i> .....	445
Références bibliographiques.....	449
<b>Présentation des auteurs</b> .....	451
<b>Table des figures et tableaux</b> .....	459

## Introduction générale

*Éric Berr, Virginie Monvoisin et Jean-François Ponsot*

John Maynard Keynes est assurément l'économiste le plus influent du xx<sup>e</sup> siècle. Sa *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, parue en 1936, en même temps qu'elle porte les coups les plus décisifs à la théorie néoclassique qui domine à son époque, ouvre la voie à une véritable «révolution copernicienne» en économie. En effet, Keynes se livre dans cet ouvrage à une critique en règle des hypothèses fondamentales qui constituent la base de la théorie qu'il appelle «classique», vocable par lequel il désigne indifféremment des économistes tels David Ricardo et ses contemporains, mais également les «marginalistes» comme Alfred Marshall – dont il fut l'élève –, Francis Ysidro Edgeworth ou Arthur Cecil Pigou. Il néglige ainsi la rupture survenue entre les auteurs classiques du xix<sup>e</sup> siècle et les auteurs néoclassiques, dans la lignée de William Stanley Jevons, Carl Menger et Léon Walras.

Pour Keynes, ces deux courants présentent quatre traits communs : l'acceptation de la loi des débouchés, énoncée par Jean-Baptiste Say au xix<sup>e</sup> siècle, selon laquelle seul le côté «offre» de la production, soit les conditions de production (coût, technologie utilisée, etc.), est significatif pour l'analyse, la demande – émanant des ménages, des entreprises et des États – devant s'ajuster automatiquement ; la détermination de l'investissement par l'épargne préalable ; la dichotomie entre le secteur monétaire et le secteur réel d'une économie ; l'adhésion à la théorie quantitative de la monnaie, qui fait d'une trop grande quantité de monnaie en circulation dans l'économie la cause unique de l'inflation.

Grâce au concept de demande effective – dont certains attribuent la paternité à l'économiste polonais Michał Kalecki –, Keynes remet en cause la loi de Say et, de fait, l'approche «classique». Sa critique se construit donc point par point en contradiction avec cette approche : en réhabilitant le rôle de la demande anticipée par les entrepreneurs dans la décision d'investir – donc d'embaucher –, il réintroduit l'incertitude

radicale, donc un plus grand réalisme. Pour lui, le côté « demande » de la production retrouve une place centrale ; il rejette l'idée que l'investissement soit déterminé par une épargne préalable et consacre au contraire l'investissement – public ou privé – comme la variable motrice du système économique ; il refuse enfin la dichotomie réel-monnaie, et son corollaire qu'est la théorie quantitative de la monnaie, en montrant que les économies modernes sont des économies monétaires de production dans lesquelles les variables réelles et monétaires sont interdépendantes.

Ses idées vont s'imposer dès la fin de la Seconde Guerre mondiale. La période des Trente Glorieuses (1945-1975) correspond à l'âge d'or du keynésianisme et consacre le rôle de l'État-providence. De nombreux auteurs vont prolonger les travaux de Keynes, les figures les plus marquantes étant Joan Robinson, Nicholas Kaldor ou encore Hyman Minsky. Leurs recherches vont donner naissance à un courant de pensée qu'Alfred Eichner et Jan Kregel (1975) qualifieront de « post-keynésien ». Cette approche, bien qu'imparfaitement homogène, réunit des économistes qui, non seulement rejettent la théorie dominante, mais entendent promouvoir une alternative cohérente à cette dernière, plus ancrée dans le réel. Le cœur de cette démarche va consister, à partir d'une étude approfondie et critique de ses travaux, à dynamiser l'analyse de Keynes. Pour cela, les post-keynésiens ne vont pas hésiter à l'articuler avec l'approche de la répartition de Kalecki, un économiste trop injustement méconnu.

Les difficultés du keynésianisme à répondre aux conséquences du premier choc pétrolier (1973) et à la stagflation qui s'installe – soit la coexistence d'une forte inflation et d'un chômage en hausse – vont permettre à Milton Friedman, farouche contempteur des idées keynésiennes, de prendre sa revanche sur le « maître de Cambridge ». Si le Chili du putschiste Augusto Pinochet va servir, dans les années 1970, de laboratoire pour ses idées économiques, le monde va définitivement tourner le dos aux analyses keynésiennes avec l'arrivée au pouvoir de Margaret Thatcher en 1979 au Royaume-Uni et de Ronald Reagan en 1980 aux États-Unis, qui, convaincus par Friedman, ouvrent la voie à une contre-révolution néolibérale. L'heure de la libéralisation commerciale et financière a sonné ; le démantèlement de l'État-providence et l'austérité budgétaire sont engagés.

Appliquées massivement dans les pays en développement touchés par la crise de la dette de 1982, ces idées ont donné naissance aux programmes d'ajustement structurel et servent de socle au « consensus de Washington ». Mais ces politiques sont également à la base des

« avancées » réalisées au sein de l'Union européenne depuis la signature de l'Acte unique en 1986, qui consacre la libre circulation des biens, des services, des personnes et des capitaux, en passant par le Pacte de stabilité et de croissance (1997), qui condamne les politiques budgétaires « keynésiennes », jusqu'au traité de Lisbonne (2007), qui fige dans le marbre l'orientation néolibérale de la construction européenne.

Le résultat de près de quarante ans d'application des recettes économiques néolibérales est édifiant : multiplication des crises financières aggravant une instabilité économique déjà problématique ; explosion des inégalités qui, combinées à une hausse de la précarité et de la pauvreté, fragilisent la cohésion sociale ; réchauffement climatique, pollutions et dégradations environnementales faisant peser une menace toujours plus forte sur l'avenir de nos sociétés et montrant que la voie actuelle est une impasse mortelle.

La grande crise financière de 2007-2008, dite crise des *subprimes*, acmé de ce capitalisme financier devenu fou, aurait dû susciter une prise de conscience généralisée du caractère totalement insoutenable de ce modèle. D'ailleurs, Keynes a été élu homme de l'année en 2008 par le *New York Times* et en 2009 par *Les Échos*, laissant espérer un retour en grâce des idées (post-)keynésiennes, ou tout du moins un début de reconnaissance. Las, dix ans après le déclenchement de la plus grave crise financière que l'on ait connue depuis le krach de 1929, les velléités de (re-)régulation du système bancaire sont restées lettre morte tandis que les inégalités ont continué d'augmenter et que la précarité s'est aggravée. Les atteintes à l'environnement, quant à elles, ne cessent de s'amplifier. En matière budgétaire, les pays de l'Union européenne continuent sans relâche d'appliquer des recettes qui montrent chaque jour leur inefficacité. Tout changer pour ne rien changer semble avoir été la devise des détenteurs du pouvoir économique et politique, confirmant les craintes que Kalecki pouvait avoir quant au rôle néfaste des « intérêts constitués », désireux d'empêcher toute évolution qui pourrait remettre en cause leur situation privilégiée.

Keynes considérait au contraire que le pouvoir des idées était à terme plus fort que celui des intérêts constitués. À cet égard, il semble effectivement que les idées et les analyses avancées par les post-keynésiens commencent à infuser. En effet, le Fonds monétaire international (FMI) a reconnu en 2013 avoir trop largement sous-estimé le rôle du multiplicateur keynésien, donc le caractère récessif des politiques économiques qu'il préconisait. Les conclusions de Thomas Piketty (2014) sur le rôle

néfaste d'inégalités trop importantes étaient déjà celles de Keynes et de Kalecki en leur temps. L'analyse de Minsky sert aujourd'hui de grille de lecture pour expliquer les causes des crises financières.

La fronde s'organise également au sein des universités, où les approches «hétérodoxes» peinent à trouver une place dans les cursus. C'est pourtant aujourd'hui une demande récurrente des étudiants en économie que de bénéficier d'un enseignement pluraliste. Le «Mouvement des étudiants pour la réforme de l'enseignement de l'économie», créé en 2000, appelé également «Autisme-économie», demandait un autre enseignement de l'économie, éloigné «des modèles décrivant des mondes imaginaires» et sans aucun rapport avec les économies dans lesquelles nous vivons. Initié en France, ce mouvement s'est internationalisé et trouve un écho dans des universités aussi prestigieuses que Cambridge ou Harvard, donnant naissance au «*post-autistic economics movement*». Le collectif PEPS-Économie (Pour un enseignement pluraliste dans le supérieur en économie), créé en 2011 et regroupant des étudiants en économie, poursuit ce combat.

Cet ouvrage entend contribuer au renouvellement de la pensée et des pratiques économiques. Pour mener à bien ce projet, nous avons rassemblé les contributions d'économistes post-keynésiens parmi les plus renommés ainsi que celles de jeunes chercheurs prometteurs. Nous invitons ainsi le lecteur à (re-)découvrir les apports des principaux précurseurs du post-keynésianisme – Keynes, Kalecki, Robinson, Kaldor et Minsky – et les fondements de cette approche (chapitres 1 à 6), les concepts et les méthodes utilisés (chapitres 7 à 16), ainsi que les recommandations pratiques proposées (chapitres 17 à 23).

Notre objectif est à la fois modeste et ambitieux. Modeste, puisqu'il s'agit de porter à la connaissance du lecteur une vision alternative de l'économie ; ambitieux, car les auteurs espèrent convaincre que l'économie post-keynésienne représente une alternative féconde à partir de laquelle il devient possible de bâtir une société au sein de laquelle l'équité, la solidarité et la soutenabilité ne sont pas de vains mots.

## Références bibliographiques

- Eichner, A. S., et Kregel, J. A. (1975), «An Essay on Post-Keynesian Theory : A New Paradigm in Economics», *Journal of Economic Literature*, vol. 13, n° 4, p. 1293-1314.
- Piketty, T. (2014), *Le Capital au XXI<sup>e</sup> siècle*, Paris, Seuil.